



**QUINTA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2022
U 18 DI NUVEMBRE DI U 2022**

*5^{EME} SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2022
18 NOVEMBRE 2022*

RESOLUTION N° 2022/E5/02

**RESOLUTION DEPOSEE
PAR LE GROUPE « UN SOFFIU NOVU »
RELATIVE AUX DERIVES MAFIEUSES**

CONSIDERANT la volonté de renouer comme au milieu des années 1990 et entre 2011 et 2015 avec une réflexion d'ensemble au sein de notre institution sur le recours et la banalisation de la violence en Corse, à commencer par les dérives mafieuses qui gangrènent notre société,

CONSIDERANT la recrudescence de ces dérives dans le monde économique, ainsi que d'actes de destruction de biens constituant des tentatives d'intimidation, qu'elle qu'en soit l'origine,

CONSIDERANT l'ensemble des auditions réalisées, les documents et contributions recueillis, les travaux menés par les organes exécutif, délibératif, et consultatifs (CESEC ; Chambre des Territoires ; Assemblea di a Giuventù) de la Collectivité de Corse, les votes et délibérations de l'Assemblée de Corse,

CONSIDERANT la session extraordinaire de l'Assemblée de Corse en date du 18 novembre 2022 consacrée aux dérives mafieuses, les prises de paroles, échanges, et travaux intervenus en cette occasion,

LE CONSEIL EXECUTIF DE CORSE ET L'ASSEMBLEE DE CORSE

EXPRIMENT ET REAFFIRMENT solennellement la volonté des Corses de vivre dans une société libre, démocratique, et apaisée, dans le respect des libertés fondamentales ;

CONDAMNENT à ce titre les dérives caractérisées par des attributs de type mafieux, qui trouvent leurs racines dans les différentes formes de violence, parmi lesquelles la violence politique ;

CONVIENNENT de définir comme « dérive mafieuse » toute forme de crime ou de délit, ou tout comportement, émanant de groupes appartenant à la sphère de la criminalité organisée agissant clandestinement, et usant de violence, intimidation, ou contrainte, ou menaçant de le faire, pour influencer sur les choix individuels et collectifs des citoyens, et/ou des décideurs, et/ou des élus, et de la société corse, notamment dans la sphère économique et/ou politique, ou pour imposer sa volonté en recourant à la force ;

SOUHAITE avec l'implication de l'État et des services publics compétents créer des conditions de lutte efficace contre ces dérives ;